

**Mme le Président:** Pour présenter cette motion, il faut le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LE BUDGET

#### LE COÛT DE L'ÉNERGIE—L'AIDE AUX CANADIENS À REVENU FAIBLE OU MOYEN

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il s'agit de la trahison du premier ministre, qui avait promis en janvier dernier que dans le budget les Canadiens passeraient avant tout. Or, ils passent d'abord à la caisse. Le ministre sait qu'il a alourdi énormément le fardeau des coûts de l'énergie de tous les Canadiens. Il sait aussi que dans notre budget de l'an dernier, nous avons accordé aux Canadiens à revenu faible ou moyen un crédit d'impôt à l'énergie qui aurait allégé le fardeau que représente l'accroissement des coûts de l'énergie.

● (1415)

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il prévu aucune aide pour les personnes à revenu modique dans ce budget? Pourquoi le ministre n'a-t-il pas proposé de crédit d'impôt au titre de l'énergie ou un autre moyen d'aider les Canadiens qui ont un revenu modique à supporter la hausse du prix de l'énergie qu'il préconise et qui constitue un lourd fardeau pour ces personnes?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, il est facile de répondre à la question. Si nous n'avons pas prévu de crédit d'impôt au titre de l'énergie, c'est que le fardeau, car nous admettons que ce sera un fardeau, qui devra être supporté par le consommateur en raison de l'augmentation du prix de l'énergie, sera beaucoup moins lourd que le fardeau qui aurait découlé du budget du mois de décembre 1979.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. MacEachen:** Je rappelle au chef de l'opposition que son ministre des Finances a imposé une taxe d'accise sur l'essence, qui aurait rapporté 3 milliards de dollars par an au Trésor et il aurait rendu 1 milliard de dollars sous forme de crédit d'impôt. Nous n'avons pas imposé de taxe d'accise sur l'essence.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Le ministre sait que par des moyens autres que le recours à la taxe d'accise, par des moyens détournés et par des artifices il vient d'imposer à la population canadienne un fardeau inégal au niveau des coûts de l'énergie. Il ne veut même pas aider au moins les Canadiens à faibles et moyens revenus.

Parlons donc un moment de la taxe d'accise. Les dispositions relatives à la taxe d'accise excluent explicitement le fuel

### Questions orales

domestique. Le ministre des Finances devrait savoir, s'il n'a pas été élevé trop à l'écart des gens à faible revenu de Cape Breton, que ces gens consacrent une plus grande partie de leur revenu à l'achat de fuel domestique que les autres Canadiens. Le ministre peut-il nous dire pourquoi il n'a pas montré le même souci que nous dans son budget pour les Canadiens qui doivent subir ces hausses des coûts de chauffage de leur maison. Pourquoi ne reconnaît-il pas les besoins particuliers des Canadiens à faibles revenus en ce qui concerne le problème du fuel domestique?

**M. MacEachen:** Madame le Président, je vais répéter ma réponse au chef de l'opposition. La raison est que le fardeau imposé aux consommateurs canadiens dans notre budget est nettement inférieur à celui qui leur était imposé en décembre dernier. Cela vaut tant pour le prix du fuel domestique que pour le gaz. Considéré dans son ensemble ce fardeau est bien inférieur.

Permettez-moi de dire au chef de l'opposition au cas où il l'aurait oublié, que nous avons déjà pris au Parlement des mesures pour augmenter de façon substantielle le supplément de revenu garanti afin d'aider les Canadiens les plus touchés par ces hausses.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Madame le Président, je rappelle au ministre qu'une fausseté n'en devient pas pour autant une vérité par le simple fait d'être répétée.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Ce budget rend service aux riches qui veulent investir dans les immeubles résidentiels à logements multiples mais il ne tient pas compte des Canadiens à faibles revenus à qui le ministre vient d'imposer de nouveaux fardeaux. Il ne tient pas compte non plus de l'obligation pour le gouvernement d'essayer de créer des emplois pour les Canadiens et d'essayer de stimuler la création d'emplois dans le pays.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** C'est le tollé des néo-démocrates qui appuient maintenant ce qu'il reste des libéraux. Ils commencent pourtant à regretter l'élection de ce parti qui impose de lourds fardeaux aux Canadiens à faible revenu. Le ministre peut-il nous dire pourquoi le programme de création d'emplois qu'il propose n'a pas l'envergure de celui que nous avons proposé en décembre dernier? Qu'est-il donc advenu de l'objectif du gouvernement d'accorder la priorité aux Canadiens?

**M. MacEachen:** Madame le Président, je conseille au chef de l'opposition de relire l'exposé budgétaire. Nous ne nous opposons pas à la mise sur pied d'un programme de création d'emplois. Nous avons proposé la création d'un fonds spécial, partagé entre les enveloppes du développement économique et des affaires sociales et destiné à promouvoir la restructuration industrielle ainsi que le recyclage et la mobilité de la main-d'œuvre. Cette mesure semble répondre davantage aux besoins actuels du Canada qu'un simple programme de création d'emplois du fait qu'elle permettra un accroissement de la productivité et de l'investissement.